

La lettre du

FRONT de GAUCHE

Châtillon 92320 - N° 5 du 4 Décembre 2013



Après le 1er décembre :

Le **Front de Gauche** propose à l'ensemble des forces politiques, syndicales et associatives de se retrouver pour examiner le cadre et les formes de mobilisation contre cette hausse de TVA.

Le **Front de Gauche** propose la mise en place sous quinzaine d'une réunion commune. Plusieurs propositions ont été faites, Assemblée citoyenne d'élaboration d'un projet fiscale et Manifestation commune en janvier à Paris.

(Suite à lire dans la prochaine lettre ou mieux à construire le 19 décembre 19h30 salle Henry Matisse, rue de Bagneux à la Réunion du Front de Gauche)



Le premier décembre en couleur en cliquant* [ici](#)

ou [là](#) ...

*Contrôle clic / Ctrl clic

« Y'a pas d'argent ... »

(Testez vous-même auprès des militants du PS ☺)

« Y'a pas d'argent »

C'est le seul argument des militants du PS que nous croisons chaque dimanche matin sur le marché du centre. Ils vantaient le mérite du vote Gouriet au municipale. Nous appelions à marcher contre le coût du Capital et la hausse de la TVA, contre les privilèges.

« Y'a pas d'argent. On ne peut pas faire autrement... » Nous explique la mine abattue un militant du PS.

Pour un peu il nous faudrait les plaindre.

Alors, « Il faut donner 20 milliards d'Euros aux grandes entreprises pour faire baisser le coût du travail... »

Ajoute Hérault et le gouvernement PS.

« Pour cela il faut augmenter la TVA. Il faut l'augmenter de 7 à 10% sur le transport, les maisons de retraite, le lait maternisé, le ramassage des ordures ménagères, l'électricité... »

(Projet PS de hausse de TVA le 1 Janvier 2014)

Et pourtant non. Ce n'est pas l'argent qui manque. La France n'a jamais été aussi riche de son histoire qu'en cette année 2013.

Jamais il n'y a eu autant de millionnaires en France (première place Européenne), mais jamais il n'y a eu autant de pauvres.

La droite et la Finance ont toujours voulu baisser les salaires pour augmenter la part du travail gratuit que le salarié donne à son employeur. Employeur qui en fait profit et spéculation financière. La gauche et ses organisations se sont toujours battus pour réduire la part du gratuit et augmenter la part du travail payé. La Gauche, pas le PS mâtiné Germain/Hollande. Cette déclaration d'Hérault soutenue par le PS, indique que ce gouvernement à abandonner le combat de la gauche contre la finance pour rejoindre celui de la Finance contre le peuple.

Ce n'est pas par ce que les temps sont difficile qu'ils n'osent pas. Mais parce qu'ils n'osent pas que les temps sont difficiles.

Congrès EELV :

38 % pour une volonté de travaillé avec le Front de Gauche.

Lors du congrès du 30 Novembre l'union des trois motions de l'aile gauche a obtenu 38% (dont plus de 8 % à Love, la motion d'Eva Joly et de ses amis). Le refus du budget d'austérité et la volonté de travailler avec le Front de Gauche défendus par ces courants sont un signe extrêmement positif pour la construction d'une majorité alternative à laquelle nous aspirons. Combiné au nombre grandissant d'accords au premier tour des municipales entre le FDG et EELV, ce sont des éléments importants pour la suite.



*Contrôle Clic..

GUADELOUPE

Manifestation le 5 Novembre Pointe à Pitre et à 14 h en solidarité devant le tribunal de Pointe à Pitre (CFCT, CGT FO, FSU, SOLIDAIRES FPG, SPEG, SUD-PTT GWA, UGTG, UNSA).



*Et quand tout le monde sera compétitif on fait quoi ?
Salaires à 2 euros ?*



Données personnelles : le pouvoir PS-EELV vers un Patriot Act national ? (Lu sur [malakoffantiliberalunitair](#))

Données privées: vers une dérive à l'américaine dans le projet de programmation militaire
Le projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 comporte de nouvelles dispositions permettant aux autorités d'accéder aux données privées des Français sans passer par un juge.



Soutenu par l'intersyndicale CGT/CFDT/FO/SUD, les postiers du centre de tri de Rodez sont en grève illimitée depuis le 28 novembre. Ce mouvement, suivi par 75 % du personnel, fait suite à l'annonce de la fermeture de leur Plate-forme Industrielle Courrier (PIC). Alors que la solidarité s'organise dans le département, et que 35 municipalités ont fait voter des motions de soutien, « La Poste » fait la sourde oreille et continue à organiser la dispersion des agents du centre de Rodez, fonctionnaires et contractuels, aux quatre coins de la région ou du pays. On le constate ici, l'ANI fait ses premières victimes. Cette Loi scélérate, défendu par « notre » député PS Germain et signée en janvier 2013 par le MEDEF, votée en juin à l'Assemblée Nationale, n'est, comme nous l'avons dénoncé, qu'un droit supplémentaire de suppression d'emplois